

Intrusion dans la centrale de Fessenheim : 55 militants de Greenpeace condamnés

Le Monde.fr avec AFP | 04.09.2014 à 15h36 • Mis à jour le 04.09.2014 à 16h52

Le tribunal correctionnel de Colmar a condamné, jeudi 4 septembre, cinquante-cinq militants de Greenpeace à des peines de deux mois de prison avec sursis pour une spectaculaire intrusion en mars dans la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin), la doyenne des dix-neuf centrales françaises. Le tribunal les a jugés coupables de violation de domicile, mais les a relaxés pour les dégradations constatées sur les lieux.

Lire nos explications : [Pourquoi la centrale nucléaire de Fessenheim est-elle ciblée ?](http://planete/article/2014/03/18/pourquoi-la-centrale-nucleaire-de-fessenheim-est-elle-ciblee_4384936_3244.html) ([/planete/article/2014/03/18/pourquoi-la-centrale-nucleaire-de-fessenheim-est-elle-ciblee_4384936_3244.html](http://planete/article/2014/03/18/pourquoi-la-centrale-nucleaire-de-fessenheim-est-elle-ciblee_4384936_3244.html))

Le procureur de Colmar, Bernard Lebeau, avait auparavant requis des peines de trois à quatre mois de prison avec sursis. Il avait ainsi estimé « légitime » le débat sur l'énergie nucléaire, mais estimait, « en tant que citoyen et en tant que procureur », ne pas pouvoir « cautionner » les actions illégales du groupe écologiste.

« La position du lanceur d'alerte que revendiquent Greenpeace et ses militants ne justifie pas tout : tout le monde n'a pas fait la loi dans son coin en fonction de ses convictions »

Sur les cinquante-cinq militant, seuls trois – deux Français et un Allemand – se sont présentés à la barre, pour revendiquer la « légitimité » de leur action. « C'est un devoir de faire parfois ce que je fais. C'est légitime, même si c'est illégal », a argumenté Eddy Varin, un fonctionnaire de 41 ans résidant à Rouen.

« Ce ne sont pas les militants de Greenpeace qui devraient être à la barre, c'est le procès du nucléaire en France qu'il faudrait faire », a commenté Cyrille Cormier, l'un des porte-paroles de Greenpeace.

« Nous continuerons par nos actions à dénoncer la décision de prolonger la vie des réacteurs, car ce n'est pas la criminalisation des militants qui protégera la population en cas d'accident »

>> Notre journaliste présent au procès a retranscrit l'audience :

[Tweets de @remibx](https://twitter.com/remibx) (<https://twitter.com/remibx>)

PESER DANS LE DÉBAT SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le 18 mars, [une soixantaine d'activistes de Greenpeace, d'une vingtaine de nationalités différentes, s'étaient introduits dans l'enceinte de la centrale nucléaire](http://planete/article/2014/03/18/greenpeace-s-invite-a-fessenheim_4384769_3244.html) ([/planete/article/2014/03/18/greenpeace-s-invite-a-fessenheim_4384769_3244.html](http://planete/article/2014/03/18/greenpeace-s-invite-a-fessenheim_4384769_3244.html)). Ils y avaient déployé sur le couvercle de la cuve du réacteur n° 1 une banderole de 400 mètres carrés portant « Stop risking Europe », dénonçant la menace que font peser les centrales vieillissantes en Europe. D'autres militants avaient pris position sur le toit de la piscine.

Encodage en cours...

Cette vidéo est en cours d'encodage.

L'organisation écologique voulait peser dans le débat français sur la transition énergétique et rappeler la promesse faite par François Hollande de fermer la centrale de Fessenheim d'ici à la fin de 2016 et, plus globalement, celle de réduire à 50 % en 2025 la part du nucléaire dans l'électricité. Les mouvements écologistes, dont Greenpeace, demandent, pour leur part, la mise à l'arrêt immédiate des deux réacteurs de 900 mégawatts, en service depuis 1977.

Après leur action, ils avaient reçu les félicitations d'Europe Ecologie-Les Verts, qui, dans un communiqué, avait salué un « *coup d'éclat qui met en lumière la fragilité de nos installations nucléaires* ». Le préfet du Haut-Rhin avait reconnu à l'époque qu'il fallait en « *tirer des leçons* », tout en assurant que s'ils avaient été confrontés à des terroristes, les gendarmes auraient ouvert le feu.

Lire le récit de cette intrusion, publié en mars : [Des militants de Greenpeace interpellés dans la centrale de Fessenheim](#) ([/planete/article/2014/03/18/greenpeace-s-invite-a-fessenheim_4384769_3244.html](#))

INCIDENTS NUCLÉAIRES « PERSISTANTS »

Dans son [rapport](http://www.asn.fr/annual_report/2013fr/) (http://www.asn.fr/annual_report/2013fr/), sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2013, présenté à la mi-avril, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) soulignait « *la persistance d'incidents* », faisait état de « *certaines situations bonnes* », mais aussi de « *situations clairement insatisfaisantes* ».

L'ASN donnait également son avis sur la prolongation de la durée de vie des centrales au-delà de quarante ans, comme le souhaite EDF. « *Cette poursuite n'est pas acquise* », rappelait alors l'ASN, qui ne rendra un avis général sur ce sujet — à étudier ensuite réacteur par réacteur — qu'en 2018.

Lire notre compte rendu du rapport : [Sûreté nucléaire en France : des incidents « persistants »](#) ([/planete/article/2014/04/15/surete-nucleaire-en-france-des-incidents-persistants_4402147_3244.html](#))

DISCUSSION

[Faut-il fermer ou prolonger les vieilles centrales nucléaires ?](#)